

L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

Ni Valls-Hollande, ni Sarkozy, ni Le Pen !

**Marre de ces politiques
dévastatrices au service des riches**

Organisons une lutte tous ensemble :

Un emploi pour tous et toutes, 150€ d'augmentation des salaires tout de suite...

Assez de la précarité !

3 8 milliards de profits en plus en 6 petits mois... pour les multinationales du CAC 40 ! Un ex patron d'Alcatel Lucent qui se fait 1500€ de bonus par salarié licencié (10000 programmés) après sa démission soit près de 14 millions et une retraite à vie de 50000€ par an ! Et pendant ce temps 15000 chômeurs en plus en août 2015, des annonces de plans de licenciements avec peut-être 3000 à 4000 à Air France, Sidel au Havre, des mises en cessation de nombreuses entreprises Et le gouvernement se paie le luxe de « découvrir », ô scandale ! qu'il emploie sans déclarer des dizaines de milliers de personnes comme au ministère de la Justice.

Pour Valls-Hollande, l'été a servi à faire passer une série de lois et de mesures contre les intérêts des travailleurs, des retraités et des chômeurs : lois Macron, loi Rebsamen, loi sur le renseignement... Et les remerciements des grands patrons ne se sont pas faits attendre. L'Université d'été du Medef a donné une salve d'applaudissements à Macron après Valls l'an dernier et Gattaz réclame encore plus de cadeaux.

Ne nous y trompons pas, la rentrée sociale est tendue pour le gouvernement et les classes dirigeantes. Sur fond de poursuite de la crise économique mondiale avec les secousses économiques de la puissance chinoise, ils craignent la colère qui grandit parmi une grande partie de la population et qui s'exprime çà et là.

Une ambiance antigouvernement s'installe. On l'a bien vu avec la mobilisation des agriculteurs cet été. Une grande partie des petits et moyens agriculteurs est étranglée. Mais la colère ne doit pas se tromper d'ennemi. Le système capitaliste et la loi du marché renforcent toujours un peu plus les requins de la grande distribution et leurs amis dirigeants de l'agroalimentaire. La fédération syndicale majoritaire FNSEA est clairement à leur botte et gagne des subventions pour les gros investisseurs, pas pour la majorité des petits agriculteurs.

La colère doit être organisée contre les vrais responsables, le grand patronat

et le gouvernement à son service. Et ce dernier fait tout pour empêcher ceux qui le savent de lutter par une répression importante. Cet été les différentes luttes notamment celle autour des zones à défendre telle Notre Dame des Landes ou des terres occupées comme la Ferme des Bouillons ont été sous attaques et réprimées.

Ils craignent notre révolte !

Le gouvernement craint que la situation, après les annonces de légère « reprise » et la baisse du prix de l'essence, amène les travailleurs à réclamer leur dû ! Des grèves dans plusieurs secteurs avaient eu lieu en juin dernier, d'autres ce sont déclenchées en cette fin d'été. Elles ont poussé les directions des syndicats CGT FSU et Solidaires à appeler à une journée de mobilisation interprofessionnelle le jeudi 8 octobre 2015. Cette journée doit être le moment de coordonner la colère contre les plans de licenciements, les restructurations, l'aggravation des conditions de travail et pour l'augmentation des salaires, et d'exiger l'abrogation de toutes les lois antisociales du gouvernement et des mesures d'austérité imposées par Valls et Hollande. Il faut préparer cette grève dans tous les secteurs, mais aussi parmi les jeunes scolarisés, ou pas, qui ne voient pas d'avenir pour eux.

Cette journée devrait être la première d'une lutte tous ensemble contre Macron, Gattaz et Hollande, seule capable de stopper ces politiques au service des riches. Pas besoin non plus d'attendre patiemment les élections régionales pour sanctionner cette politique.

Contre les capitalistes et le racisme, contre Le Pen mais aussi Sarko, Hollande et Valls ! L'engagement politique et la lutte c'est maintenant !



Crise en Chine :

une nouvelle crise économique mondiale à la clé ?

Par Matthias Louis

Le 24 août dernier les "une" des médias annonçaient que la bourse chinoise baissait d'environ 8,5%, entraînant les plus fortes baisses sur les autres places mondiales depuis la crise de 2008. La dépréciation de valeur boursière a détruit environ 400 milliards de valeur des actions de grandes entreprises européennes mais aussi aux USA avec même Apple dont la baisse a été de 18% ces derniers mois. La bourse en trois semaines a perdu 3200 milliards, soit six fois la dette extérieure de la Grèce ! La fuite de capitaux est colossale avec en cinq semaines, 800 milliards de dollars retirés par les investisseurs.

La crise qui s'est enclenchée depuis plusieurs semaines a son origine dans la dévaluation de la monnaie chinoise (le Yuan) d'environ 3% par rapport au dollar. L'inquiétude est forte parmi les capitalistes d'un effondrement de l'économie chinoise, principal "moteur" de la croissance mondiale (33% contre 17% pour les USA). En dévaluant, le gouvernement chinois tente de contrebalancer la baisse de la croissance chinoise, d'environ 7% officiellement mais qui pourrait selon certains économistes avoisiner en réalité les 3%.

Mais cette dévaluation aura probablement peu d'effets étant donné les énormes problèmes structurels de l'économie chinoise. Et les autres monnaies asiatiques ont atteint leur plus bas niveau depuis 1998, comme ailleurs le rouble russe, le rand sud-africain et la livre turque. Ceci a rendu nul les bénéfices aux exportations de la Chine avec la dévaluation.

Une spéculation effrénée

La spéculation est devenue le meilleur moyen pour les capitalistes chinois de faire des profits. La spéculation a lieu notamment dans l'immobilier, entraînant la construction de véritables villes fantômes où personne ne peut habiter. Ceci crée des bulles spéculatives qui explosent vite. Les mises en chantier ont ainsi diminué de 17%.

Le système du crédit est davantage tourné vers la spéculation que l'investissement ou la création de biens puisque un yuan de crédit aujourd'hui ne rapporte plus assez "vite" aux capitalistes ne générant que 0,2 yuan de PIB contre 0,8 avant 2008.

La Chine n'a cependant pas de problèmes qu'au niveau des marchés boursiers – mais aussi dans l'économie "réelle". Le pays connaît une crise de surproduction avec la récession de certains pays dits émergents (BRICS), la faible croissance ou stagnation en Europe et la petite croissance aux États-Unis. Elle n'arrive plus à écouler les quantités gigantesques de produits et matières premières. 8,1 millions de voitures de plus que la capacité d'absorption du marché seront produites cette année. Pour les matières premières c'est la même chose quand on sait qu'elle produit la moitié de l'acier mondial.

Faute de débouchés la production manufacturière s'est restreinte pendant cinq mois d'affilée et est maintenant au plus bas niveau depuis six ans. La Chine misait sur le développement d'un marché intérieur mais il est restreint et avec l'augmentation des salaires suites aux nombreuses luttes, des capitalistes préfèrent délocaliser.

L'effet boomerang de la crise de 2008

Avant la crise de 2008 et depuis son adhésion à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 2001, la stratégie de la Chine a été de doper ses exportations avec une devise basse et de la maintenir. La Banque populaire de Chine imprimait des yuans en les vendant en même temps. Les devises étrangères récupérées ont ainsi atteint un sommet de 4 000 milliards de dollars en 2014. Cet argent a été principalement investi dans les bons du Trésor américain (actuellement 1 450 milliards de dollars) à faible rendement mais considérés comme sûrs. Cela a bien arrangé le budget du gouvernement américain qui, pendant la crise, a donné beaucoup aux banques. C'est comme si la Chine rachetait la dette des États-Unis qui a explosé depuis 2002 de 5000 milliards à 18 000 milliards aujourd'hui.

Avec la crise et pour maintenir un niveau de croissance important, l'impression de monnaie a surtout servi à faire du crédit facile par les banques et les gouvernements locaux qui sont maintenant très endettés. Les entreprises ont pris l'argent pour spéculer sur leur dette et ont fait faillite. Désormais, vues ses difficultés internes, la Chine vend ses bons du trésor américain – déjà 200 milliards depuis le début de l'année 2015.

Les tensions grandissent entre les États-Unis et la Chine

La vente des bons du trésor va faire chuter leurs prix et cela aura des répercussions sur les dépenses du remboursement d'intérêts par le

gouvernement fédéral des États-Unis et donc sur le budget américain. Les États-Unis qui achètent beaucoup de produits à la Chine ont aussi des armes à faire jouer et le traité transatlantique voulu avec l'UE est en partie là pour contraindre la Chine qui pourrait devenir la première puissance. Des tensions ont lieu aussi d'un point de vue géopolitique en mer de Chine autour des archipels que plusieurs pays revendiquent et où la Chine construit des ports et infrastructures. Les États-Unis voient d'un mauvais œil cela car beaucoup de marchandises circulent dans cette zone qui de plus est potentiellement riche en hydrocarbures. En mai dernier ils ont effectué des survols de la zone ce qui n'a pas plu au gouvernement chinois.

Une nouvelle crise est-elle à prévoir ?

On a vu les difficultés de l'économie chinoise et son lien avec celle des États-Unis. Le Brésil et la Russie sont en récession alors qu'on nous promettrait que les BRICS saueraient l'économie mondiale grâce aux prix très bas du pétrole et d'autres matières premières. Les dettes énormes des États et les taux de crédit très bas feront que si une crise survient les capitalistes auraient encore moins de moyens d'agir qu'en 2008, malgré les réserves spéciales de fonds d'urgence tel qu'il existe désormais en Europe. En attendant ce sont toujours les travailleurs qui payent le prix à travers l'austérité généralisée pendant que les bénéficiaires sont toujours au rendez-vous pour les patrons. Les capitalistes ont également énormément de cash disponible accumulé via le bas crédit mais qui sert à spéculer plutôt qu'à investir et créer des emplois. Il est temps que les travailleurs réclament leur dû !

La lutte continue en Grèce

Par Yann Venier

La trahison par Tsipras et son gouvernement, soutenue par une partie de Syriza, du NON au référendum sur le mémorandum du 5 juillet, mais aussi du programme sur lequel il avait été élu en janvier dernier, est un coup dur pour la classe ouvrière grecque, et toutes celles et ceux qui s'opposent aux politiques d'austérité. Cependant, les choses évoluent vite. Dès le 17 juillet, nos camarades de Xekinima (section-soeur de la Gauche révolutionnaire en Grèce) organisaient à Athènes une réunion rassemblant les forces politiques opposées à ce nouveau mémorandum afin d'avancer vers la constitution d'un nouveau parti de rupture avec le capitalisme.

Qu'attendre des élections ?

Suite au vote du nouveau mémorandum avec le soutien des partis de droite, mais avec la défection de plus en plus de députés de Syriza, Tsipras a démissionné et annoncé des élections fin septembre, espérant certainement retrouver une nouvelle majorité.

Il y a fort à parier que, dégoûtés par la situation, un nombre important de Grecs ne se déplacent même plus pour aller voter. Les intentions de vote pour Syriza sont en forte baisse, passant de 36% en janvier à entre 20 et 26% aujourd'hui selon les sondages. Nouvelle Démocratie, le parti bourgeois qui était au pouvoir avant janvier, y talonne ou dépasse Syriza.

Bien qu'il s'en défende, Tsipras sera obligé de faire alliance avec les partis de la bourgeoisie s'il

veut pouvoir constituer un nouveau gouvernement. Autrement, de nouvelles élections devront être à nouveau convoquées avec le risque que le score de Syriza ne s'effondre. Autrement dit, celles et ceux qui essayent de faire croire qu'après les élections un nouveau gouvernement mené par Tsipras, certainement avec Nouvelle Démocratie ou le Pasok, pourra s'opposer au mémorandum essayent de faire prendre aux travailleurs grecs (et ailleurs) des vessies réformistes pour des lanternes révolutionnaires. Les députés de Syriza qui s'étaient opposés à ce troisième mémorandum ont quitté le parti pour fonder Unité Populaire, d'ores et déjà créditée de 6,2% des intentions de votes dans le dernier sondage en date, devançant de peu le parti fasciste Aube Dorée ou le parti communiste de Grèce. Si cela se confirme, UP serait la troisième force au parlement.

Le programme anticapitaliste de ce nouveau parti, qui rassemble des anciens de Syriza mais aussi des forces venant de l'extrême-gauche, en particulier de la coalition d'organisations Antarsyia, va dans le bon sens : annulation de la dette, nationalisation des banques et des principaux secteurs de l'économie, planification de l'économie, contrôle de l'économie par les travailleurs, etc. Autant de mots d'ordre dont la conséquence sera nécessairement la rupture avec la zone euro et avec l'Europe des capitalistes.

Un parti des travailleurs pour le socialisme !

Mais Unité Populaire se constitue comme une coalition électorale sans lien profond avec les luttes sociales et ouvrières. Sa structuration n'est



Cortège, à Thessalonique, des camarades de Xekinima, organisation soeur de la Gauche révolutionnaire en Grèce, au lendemain du référendum du 5 juillet.

pas non plus clairement définie, d'autant qu'il est impossible d'y adhérer individuellement ce qui va nécessairement limiter sa construction démocratique à la base à partir de sections locales. Nos camarades de Xekinima appellent à voter pour UP sans pour autant le rejoindre.

Nos camarades continuent de militer pour la

fondation d'un parti révolutionnaire avec un programme socialiste. Xekinima est donc à l'origine ou participe à toute initiative qui vise à rassembler les travailleurs, les jeunes, les masses pauvres urbaines ou rurales, et les organisations du mouvement ouvrier sur un programme de rupture avec le capitalisme.

La Gauche révolutionnaire a besoin de ton soutien

La rentrée à peine là, la Gauche Révolutionnaire était déjà dans la rue pour soutenir les migrants avec notre tract «Aylan, plus qu'un «drame», un assassinat», et coller nos affiches :

«Le problème, c'est pas les réfugiés, c'est les guerres pour le pétrole et les profits et les gouvernements qui les soutiennent». Nous serons devant les facs, les lycées, dans les rues, avec l'Égalité que tu as entre les mains, pour discuter de nos idées, convaincre les gens ordinaires – les travailleurs, avec un boulot ou sans, les jeunes, les retraités – de s'organiser, de descendre dans la rue et de lutter contre ce système pourri qu'est le capitalisme.

Le 8 octobre, nous serons dans la rue, en grève, partout où nous sommes. Nous aurons fait campagne pour cette journée et nous préparerons la suite. Mais pour faire tout ça nous avons besoin de bras, et nous avons besoins de sous.

Nous sommes une organisation où il n'y a que des «gens ordinaires» et nous nous battons pour les «gens ordinaires» et nous ne

nous finançons que par eux. Sinon comment espérer être indépendants politiquement ? Les cotisations que nos membres ou nos sympathisants nous donnent chaque mois constituent notre première ressource.

Cinq euros tous les mois c'est pas grand chose, mais pour nous, ça paye déjà 150 tracts. Et l'argent que nous récoltons à nos stands, en vendant le journal ou nos badges, ou nos T-shirts... ne nous sert qu'à développer notre activité, avec plus de matériel, de possibilités d'aller soutenir une grève ou faire une manif à tel endroit si on doit prendre le train pour y aller, etc.

Tu veux nous aider ? Écris-nous un mail, appelle-nous pour discuter et mobiliser avec nous. Et pense à nous si tu as 10€ qui traînent, nous ça nous fait dix grandes affiches en couleur. Tu peux renvoyer le coupon ci-présent. On a aussi un super site avec un compte PayPal si tu as perdu ton chéquier.

Chaque euro est important pour nous !

Versez au fonds de soutien de la Gauche révolutionnaire

et du comité pour une internationale ouvrière

- Je soutiens en versant euros en
chèque (à l'ordre de VJE)
- Je soutiens en versant euros par virement

compte bancaire VJE BRED
n°FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : email :

Gouvernement : les mauvaises surprises de la rentrée

Par Virginie Pregny

Chaque année, les gouvernements successifs profitent de la période estivale pour nous asséner quelques coups fourrés ; de ce point de vue, Hollande et Valls ne se distinguent pas de leurs prédécesseurs. Ils nous épargnent quand mêmes les hausses de prix (gaz, électricité etc.) puisque les prix avaient déjà augmenté en janvier et le SMIC réévalué d'un généreux 0,8 % (environ 8€... !)

La loi Macron force 3

Finalemment il n'y a pas de vraie surprise puisque le gros des attaques est concentré dans la loi Macron, passée en force (par l'utilisation de l'article 49-3 de la constitution, 3 fois !) pour éviter tout débat. Au menu, les habituelles primes et réductions d'impôts diverses versées au patronat pour soi-disant embaucher. Avec toutes celles qui existent déjà on se demande pourquoi le chômage continue d'augmenter si ça marchait vraiment... Et comme si ce n'était pas suffisant, un certain nombre d'articles de la loi permettent de casser des parties du code du travail : possibilité de renouveler les CDD 2 fois au lieu de une (pourquoi embaucher des CDI, dans ces conditions?). Le travail de nuit et le dimanche sont facilités, en même temps que des zones de commerce internationales sont créées pour permettre aux magasins d'ouvrir jusqu'à minuit (c'est vrai qu'il serait dommage de ne pas pouvoir s'acheter un petit carré Hermès le dimanche quand on part en week-end à Deauville!).

Ils ne s'attaquent pas directement aux temps de travail, c'est vrai. Ils le font de manière détournée en permettant aux entreprises de déterminer leurs propres modalités de salaire et de temps de travail localement en faisant signer un

accord majoritaire. Et si un salarié voulait contester son licenciement aux Prud'hommes (combe de l'audace, vous l'avouerez!) de toute façon les indemnités qu'il pourrait recevoir seront plafonnées, et ne dépendront donc plus directement de sa carrière.

On ajoute à cela la grande mesure écologique de l'année, à quelques mois du COP 21, la libéralisation des lignes de car. Le prétexte donné est que les pauvres ne peuvent pas prendre le train ! Pourquoi ne pas baisser les tarifs de train et augmenter les salaires ?! Ah, non, ce n'est pas possible, le MEDEF ne veut pas !

Bref, la loi Macron est tout ce qu'il y a de plus libéral, en essayant de nous faire croire que casser les lois sociales apporte de la croissance et du mieux vivre. La réalité est que ceux qui vont mieux vivre sont toujours les mêmes : les capitalistes.

Souriez, vous êtes surveillés !

Les raisons invoquées par les services de renseignements pour mettre quelqu'un sous surveillance sont élargies. Une commission de contrôle de ces mises sur écoute est créée, mais son avis ne sera que consultatif ! La surveillance d'internet s'aggrave puisque des boîtes noires pourront donner en temps réel des informations sur l'activité en ligne de quelqu'un, c'est quasiment le même dispositif que la NSA américaine, auquel le gouvernement était soi-disant opposé. Bref, leur chasse aux terroristes va ouvrir la porte à tous les abus.

Loi Rebsamen (de casse du) «dialogue social»

Encore une loi fourre-tout avec nom contraire à ce qu'elle contient. Fin du CV anonyme, fin des

négociations collectives sur les inégalités hommes-femmes au travail, recul sur la mise en pratique de l'accessibilité pour les handicapés... Que de réjouissances ! Bien qu'elle soit moins médiatique cette loi ouvre des chantiers que le patronat attendait, en particulier sur la représentation du personnel ou encore le régime des intermittents. Une fois de plus, le diable se cache dans les détails, la réforme ne supprime pas le régime des intermittents mais lui donne de «l'autonomie».

En le séparant des autres branches en lui donnant un fonctionnement et des instances de contrôle spécifiques.

Valls se montre au moins aussi malin que Sarkozy. Il n'attaque pas de front, mais démantèle les lois sociales morceau par morceau. Les prochaines échéances de lutte doivent permettre de démontrer la cohérence de cette politique d'austérité et de casse sociale, et de construire une riposte à la hauteur.



Macron avec Gattaz à l'Université d'été du Medef le 27 août 2015, où il a pu une nouvelle fois donner des gages de son amour pour le patronat.

Elections régionales, encore une occasion perdue ?

Par Yann Venier

Les élections régionales 2015 auront lieu les 6 et 13 décembre prochains. Si elles se situent dans un contexte très spécifique – celui de la fusion des régions imposées par la réforme des collectivités territoriales –, du point de vue d'une réponse ouvrière aux politiques patronales et gouvernementales, ce sera selon toute vraisemblance encore un rendez-vous raté.

Une « nouvelle alternance habituelle »

Comme aux précédentes élections, les départementales de cette année et les européennes de 2014, le PS devrait payer à juste titre d'une part la politique du gouvernement Hollande-Valls-Macron en faveur des banquiers, des actionnaires et des patrons, et d'autre part la déclinaison des politiques d'austérité au niveau des territoires.

Un sondage de Harris Interactive du printemps le crédite de 18% d'intention de vote. Dans ces conditions, il est à prévoir que le PS perde la majorité dans les régions et leur présidence. L'explosion d'Europe-Écologie-Les Verts,

jusqu'à maintenant supplétif permanent du PS, risque de n'être pas d'un grand secours pour le PS, surtout si De Rugy et Placé forment une coalition électorale avec les petits partis de centristes se prétendant écologistes.

Malgré ses divisions, ses problèmes judiciaires et une absence d'adhésion profonde à sa politique, Les Républicains (LR) devraient arriver en tête et accentuer encore les politiques antisociales menées en région. Le même sondage le crédite de 25% des intentions de vote. Cependant, il est clair que ce sera loin d'un raz de marée LR et que ce parti sera dans l'obligation de passer des alliances pour obtenir les présidences.

Selon le sondage avec ses alliés «traditionnels» (Modem, UDI, Debout la France), la droite ne dépasse pas les 50%. Le FN avec ses 22% d'intention de vote, qui pourrait peu ou prou se confirmer malgré l'évincement de Jean-Marie Le Pen dans le cadre de la stratégie de pouvoir du parti, pourrait jouer le rôle de juge de paix. En plus d'une certaine proximité idéologique, des alliances avec le FN pourrait être une nécessité pour LR.

Nous nous retrouvons donc une nouvelle fois

dans une situation d'alternance entre les deux principaux partis bourgeois. Mais la crise de représentation politique de la bourgeoisie qui se développe depuis plusieurs années semble s'accroître, car aucun parti bourgeois n'obtient une adhésion électorale suffisante pour se détacher du lot.

Vers des listes en opposition à Valls-Hollande, Sarko et Le Pen ?

Si cette mauvaise valse à trois temps, entre le PS et les ex-UMP et le FN, peut continuer c'est aussi qu'à la gauche du PS, rien ne bouge. Le Front de Gauche n'a pas de programme cohérent, ce qui renforce les divisions en son sein.

Sa stratégie reste incompréhensible pour les travailleurs. Un coup, une critique virulente de Hollande et du PS, la semaine d'après un accord électoral avec les mêmes au prétexte que la droite serait pire, ce qui reste à prouver pour des millions de personnes... Les divisions entre les composantes de cette coalition, les zigzags politiques en particulier de Mélenchon (qui disait il y a 6 mois encore que le FdG ne servait plus à rien) fait que le FdG n'apparaît pas comme une opposition

crédible à Valls et au Medef., tout comme le fait que cette coalition d'organisations ne pousse pas à ce que les luttes affrontent l'ensemble de la politique de Valls (bien que nombre de militants du FDG se retrouvent dans les luttes sociales et ouvrières).

Ses principales composantes restent de fait en attente du PS, ou de la gauche du PS (les prétendus frondeurs), et de ses alliés comme EELV. C'est toujours la même rengaine : ce serait pire si le PS n'était pas avec le FdG dans les Régions. Une rengaine pour justifier de rester lié à lui au lieu de s'adresser directement à celles et ceux qui veulent lutter contre les politiques d'austérité qu'elles viennent du PS ou de la droite.

Pourtant, le Front de gauche avait acquis une certaine audience, et il pourrait encore construire une vraie force politique d'opposition à Valls-Sarko-Le Pen si ses dirigeants le voulaient vraiment. Ces élections devraient être un moment pour poser les bases d'une telle force face aux capitalistes et aux partis qui les représentent.

C'est cette nécessité que nous continuerons à défendre, contre le FN, les listes de droite et celles du PS.

Le Pen contre Le Pen

Par Luc de Chivré

La famille Le Pen fait les choux gras de l'actualité. Ce qui est présenté comme un ultime combat de la vieille garde contre le «polissage» du parti opéré par Marine Le Pen et ses lieutenants est un peu plus complexe que ça.

Marine Le Pen a profité d'un énième dérapage antisémite de son père pour l'expulser du parti. Stratégiquement, la dernière marche a été franchie pour que le Front National se donne une apparence fréquentable et perde l'étiquette d'un parti antisémite qui aurait bloqué la progression du FN quand l'antisémitisme est perçue de manière négative, bien plus que ne peuvent l'être d'autres formes de racisme.

La lutte interne au sein du FN montre à quel point ce parti a des similitudes avec les partis classiques : la chasse aux places est permanente. Marine Le Pen a choisi le moment favorable pour étouffer l'opposition proche de son père.

Les derniers résultats électoraux lui ont conféré une légitimité importante (60% des militants ont

voté pour supprimer le poste de président d'honneur) et les partisans d'un discours radical du FN n'ont pu soutenir leur leader, de peur de perdre leur position au sein de l'appareil du parti. Le silence de nombreux cadres n'est pas un désaveu du discours antisémite, mais une stratégie pour ne pas tout perdre. A l'image de Marion Maréchal, proche de son grand père, et qui n'a pas bouché une oreille pour le défendre.

Même sans Jean Marie Le Pen, le FN reste aussi dangereux. Depuis qu'elle dirige le FN, Marine Le Pen construit une image sociale en masquant toute la partie programmatique économique qui effrayerait n'importe quel travailleur.

Mais l'idéologie raciste est toujours bien présente. Lors des dernières élections, le journal Libération avait listé 92 candidats FN ayant tenu publiquement des propos racistes. Et le racisme est distillé ouvertement à chaque discours, en parlant de «préférence nationale», et «d'ennemis intérieurs» pour attiser la hantise de l'immigré et diffuser un peu plus encore leur programme raciste.



Pour une lutte déterminée de tous les secteurs contre le gouvernement PS-MEDEF

Par Olaf van aken

Les travailleurs ont essayé de résister ces derniers mois aux plans du Medef et du gouvernement: grève interprofessionnelle le 9 avril, grèves des hospitaliers et de l'Éducation en mai et juin derniers, grèves des postiers dans de nombreux endroits, luttes contre les licenciements, des dizaines de grèves dans les entreprises privées pour l'augmentation des salaires. Et c'est juste car si on ne laisse faire, si on n'arrive pas à stopper toutes ces attaques, les conditions de vie seront encore plus misérables. L'exemple de la Grèce montre de quoi les capitalistes sont capables. N'acceptons plus qu'une petite minorité de riches accumule des fortunes hallucinantes tandis qu'une pauvreté de masse s'installe et s'accroît !

Donc ce ne sont pas la volonté, la combativité et la colère des travailleurs qui manquent. Mais l'absence d'une stratégie et d'une orientation combative des directions syndicales laisse en grande partie aujourd'hui ce gouvernement de combat contre les travailleurs sans réelle opposition dans la rue. Et il est temps que cela change ! Il est

temps que nous construisions un mouvement de tous ensemble pour les faire reculer, pour gagner sur nos revendications. C'est vital !

Travailleurs, chômeurs, jeunes et retraités tous en grève et en manif le 8 octobre

La CGT, Solidaires et la FSU appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre. Il faut que cette journée interprofessionnelle devienne une grève de tous les secteurs, public et privé avec des arrêts de travail et des manifestations de masse partout. Il faut que ça claque, que notre colère s'exprime. Dès maintenant, une vraie campagne de mobilisation dans tous les secteurs, dans tous les lieux de travail, mais aussi dans les quartiers populaires est nécessaire. Cette mobilisation pour le 8 octobre doit s'appuyer aussi sur toutes les mobilisations qui vont avoir lieu en septembre: lutte contre les licenciements, grèves dans les services publics, grève nationale dans l'Éducation le 17 septembre. Des revendications communes à tous les travailleurs doivent être au cœur de cette mobilisation: augmentation des salaires, zéro licen-

ciement, pour des services publics de qualité avec embauche massive du personnel, non à la précarité et non à la chasse aux chômeurs, abrogation de toutes les lois passées ces derniers temps: loi Macron, pacte de responsabilité... Une telle journée doit faire mal aux profits des capitalistes en bloquant l'économie et la circulation des marchandises, et doit montrer ainsi la force des travailleurs en lutte collective. Une telle journée massive marquera le coup, mais doit appeler une suite pour faire reculer le gouvernement PS-MEDEF !

Pour un mouvement d'ensemble jusqu'à satisfaction de nos revendications !

Le 8 octobre doit être le point d'appui pour un mouvement d'ensemble jusqu'à la satisfaction de nos revendications. Si le 8 octobre au soir le gouvernement et les patrons ne lâchent rien, nous non plus, nous ne devons rien lâcher et nous construire une riposte à la hauteur des attaques.

Au lieu de se contenter d'une grève journée interprofessionnelle de temps en temps sans le moindre résultat, il faut taper plus fort. Il est urgent de construire un mouvement de masse prolongé avec un véritable plan de lutte qui détermine le calendrier et les luttes à mener (grèves, blocages, manifestations). Dans les syndicats, notamment dans la CGT, on doit défendre un tel plan de lutte qui donnera cette perspective d'un mouvement d'ensemble aux travailleurs et qui pourra contraindre la «stratégie» des directions syndicales des journées de grève isolées, sans lendemain. Mobilisons dès maintenant pour le 8 octobre et discutons dans nos lieux de travail, dans les assemblées générales des syndicats, là où nous habitons de la nécessité d'une lutte déterminée pour faire reculer le gouvernement et les capitalistes !



Journée de grève du 9 avril 2015. Des dizaines de milliers de salariés étaient venus manifester à Paris. Et dans de nombreuses entreprises, des luttes pour les salaires et les conditions de travail se produisaient.

Grève dans l'éducation : et de trois !

Par Luc de Chivré

L'intersyndicale appelle à la grève le 17 septembre contre la réforme du collège, et à une manifestation nationale en octobre comme suite aux fortes grèves de mai-juin. Les directions syndicales n'ont pas tardé à relancer le mouvement, à lier avec la journée interpro du 8 octobre, ce qui est propice au développement des luttes.

Mais borner le conflit aux seuls collèges freine la mobilisation et rend difficile une lutte massive alors que tous les personnels de l'éducation souffrent de la politique d'austérité et des réformes du gouvernement : la réforme des rythmes scolaires n'est pas digérée, les effectifs par classe continuent à gonfler... La mobilisation du 17 a besoin d'être massive et de dépasser les limites de l'appel pour mettre les directions syndicales sous pression. Un mouvement de grève durable dans l'éducation est possible, mais dépend aussi du développement et de la force d'une grève interprofessionnelle après le 8 octobre.

Le 11 juin, les AG de grévistes ont souvent adopté des motions réclamant une journée de grève de toute l'éducation. Le refus de la FSU, syndicat majoritaire, de prendre ses responsabilités et de suivre ces demandes va peser parce que la perspective d'une victoire complète s'éloigne. Il

est pourtant possible que les personnels de tous les secteurs de l'éducation s'emparent de cette journée et soient en grève. C'est dans ce sens qu'il faut pousser auprès des enseignants, et dans les AG qui doivent se tenir dans les collèges, les lycées, les écoles.



Macron au ministère antisocial

Par Mathieu Jardin

La loi Macron est un coup de massue dans le dos en vue de mettre à genoux tous ceux qui n'ont pas eu d'aîles à la naissance, pour pouvoir s'élever au-dessus des autres.

Un tas de mécanismes sont déclenchés pour enrichir les actionnaires dans les entreprises publiques et privées. L'imposition des riches serait contraire à notre modèle économique. Des leviers sont mis en place pour aider les chefs d'entreprises à l'optimisation fiscale. Les sanctions pénales pour limiter les infractions des patrons voyous n'existent plus et les licenciements sont facilités. Par exemple, avec le plafonnement des indemnités de licenciement, c'est d'une part une rupture avec le principe du droit qui est la réparation à hauteur des préjudices subis puisqu'il n'y a plus aucune prise en compte

de la situation personnelle du salarié (a-t-il ou elle des enfants, un crédit, etc. ?). D'autre part cela signifie que les entreprises n'auront qu'à budgéter les coûts des licenciements qu'ils prévoient puisqu'ils les connaîtront à l'avance ! Les travailleurs perdent la quasi-totalité des textes de la législation du travail et deviennent contraints à devoir négocier individuellement avec les employeurs. Ils commencent même à dire que ce serait normal qu'il puisse y avoir des accords d'entreprise qui soient moins avantageux que les Conventions Collectives !

La loi Macron regorge de nouveautés comme la privatisation de la Régie nationale de fabrication et vente d'armes, Nexter, et sa fusion avec l'entreprise d'armement allemande privée de la famille Wegmann-Bode. L'objectif est de trouver de nouveaux marchés à l'export en fabriquant par exemple "l'Airbus du char"... La guerre, ça rapporte toujours !

La loi Macron cherche à opposer les travailleurs aux consommateurs. Le travail du dimanche dans le commerce est justifié par le manque de temps libre des consommateurs entre le lundi et le samedi. Les métiers réglementés sont remplacés par des emplois sans protection sociale, ni sécurité professionnelle. Les licenciements, l'augmentation des cadences et la flexibilité sont justifiés par la baisse des prix à la consommation. Les lois Macron, c'est la généralisation de la précarité pour une majorité de la population.

Le budget d'État pour la création et l'entretien des logements sociaux est remis en cause. Par contre les entrepreneurs privés des parcs immobiliers HLM s'octroient de nouvelles opportunités. Ils bénéficieront du fonds national d'aide à la pierre, en vue de développer des logements pour les ménages aux revenus plus élevés que le plafond social.

L'actualité de la CGT n'est pas celle qu'on croit

Contrairement à ce que veulent faire croire les médias, habitués des coup-fourrés et des attaques contre les organisations du mouvement ouvrier, l'actualité de rentrée de la CGT n'est pas la sortie du livre de Thierry Lepaon. Les militants dans les syndicats ou les différentes structures de proximité de la CGT ont autre chose à faire que de s'occuper des aigreurs de l'ancien secrétaire général.

Salaires trop bas, conditions de travail dégradées, plans de licenciements, répression antisyndicale... Lois Macron, loi Rebsamen, destruction du code du travail, attaques contre les services publics et la protection sociale ; autant de sujets sur lesquels il faut se mobiliser et combattre. La question que se posent les militants quotidiennement ou lors des grandes échéances, sont bien celles-là : comment mettre un coup d'arrêt à la politique patronale et gouvernementale ? Comment mobiliser les collègues pour créer un rapport de force suffisant afin d'imposer les revendications essentielles et même vitales pour la classe ouvrière ?

La CGT est certes engagée durant ce mois de septembre dans un programme de mobilisation se voulant monter crescendo vers la journée [qui doit être] de grève et de manifestation du 8 octobre ; en particulier sur la question des salaires, pensions et indemnités, et avec la FSU et Solidaires. Mais il ne faut pas que cette journée de grève reste sans lendemain ou ne serve qu'à obtenir une conférence sociale de plus comme le réclamait la pétition de la CGT sur la question des salaires.

Ce genre de grand-messe n'a servi qu'à mettre à l'ordre du jour les prétentions patronales. Et que penser des dernières déclarations de Martinez sur le fait que la CGT ne serait pas opposée à une réforme du code du travail ? Bien sûr, la direction confédérale ajoute qu'il faut en finir avec les dérogations obtenues par le patronat depuis des années qui dérèglent le droit du travail. Que ce soit à propos des conférences sociales ou d'une possibilité d'une négociation sur le code du travail, pense-t-on vraiment que nous pourrions avoir gain de cause sans préalablement construire un rapport de force suffisant dans la durée pour arrêter le rouleau compresseur actuel ? Derrière cela, c'est la stratégie et l'orientation de la CGT qui est en question et qui doit être débattue avec tous les syndiqués. C'est cela qui devra être l'actualité du syndicat, en lien avec les autres organisations qui veulent lutter contre l'offensive du Medef.

Travail du dimanche et zones touristiques : arnaque et précarité

Avec la loi Macron, le travail du dimanche sera autorisé toute la journée dans toutes les gares. L'ouverture des commerces sera autorisée jusqu'à minuit et ne sera plus considérée comme du travail de nuit donc bien sûr sans compensation. Et il y a la création de Zones Touristiques Internationales à Paris.

Les anciennes zones touristiques sont maintenues mais désormais c'est le gouvernement qui décide des ouvertures pour les zones internationales (et non plus les collectivités). Ces zones de non-droit pour les travailleurs sont un grand recul dans leurs conditions de travail et salaires, et cela ne créera pas d'emploi mais mettre encore plus la pression aux employés qui seront planifiés aux heures d'affluence sans personnel en plus.

De plus ce seront les gros commerces comme Bercy2, Italie2 qui en profiteront et entraîneront la fermeture des plus petits commerces. Les touristes d'ailleurs ne vont pas forcément dans tous ces magasins le dimanche ; c'est un faux argument.

Les commerces culturels ne sont pas dans la loi mais ironiquement, les patrons se sont arrangés avec le gouvernement pour que leurs magasins soient dans les zones internationales, c'est le cas du patron de la FNAC qui n'a fait que licencier et sucrer les primes ces dernières années - et qui avait dû se confronter à une mobilisation des salariés au printemps dernier. Le CLIC-P, l'intersyndicale du commerce parisien va continuer la mobilisation contre cette généralisation du travail du dimanche. Il faut élargir la lutte, cela bientôt cela va concerner tous les travailleurs !

Roybon, ferme des Bouillons, Notre Dame des Landes Zones de lutte contre la dictature du profit et ses destructions

Par Alex

C'est grâce à l'action de parfois quelques poignées de militants que la lumière a été mise sur certains projets rebaptisés "Grands projets inutiles" (GPI). Ces projets combinent destruction de l'environnement, cadeaux aux grands groupes capitalistes, prises de décisions obscures et anti-démocratiques, coûts pour la population et gains pour les intérêts privés. Prétendument faits pour développer une région ou un territoire, c'est l'inverse qui se produit souvent : concentration des emplois, précaires, en un même endroit (donc coût de transport élevés et pollution), domination des multinationales accrue, vastes zones devenant inhabitables ou inexploitable.

C'est donc une bonne chose que dans de nombreux endroits des collectifs militants se soient mis en place pour tenter de stopper ces projets. Mais ce qu'il manque, c'est d'intégrer ces luttes à celles des travailleurs contre les politiques d'austérité de Valls-Hollande et contre les attaques patronales sur les salaires et les conditions de travail notamment parce que le chantage à l'emploi qui accompagne la propagande sur les "GPI" ne peut être combattue avec le seul argument de la protection de l'environnement.



A la ferme des bouillons, la magouille liant une société privée, le groupe Auchan et un dirigeant de la FNSEA pour expulser les militants (qui avaient pourtant sauvé la ferme) a reçu le soutien des flics de Valls (photo Sigrid Daune/ferme des bouillons)

Des projets et des milliards

Le plus connu des GPI est le nouvel aéroport de Nantes, sur le site de Notre Dame des Landes (NDdL). Un chantier à plus de 600 millions d'euros (sur la papier, car en réalité, les chantiers BTP connaissent un renchérissement moyen de 40%) au bénéfice de la multinationale Vinci et subventionné à près de 200 millions par l'État et les collectivités territoriales. Il serait à 20 km de Nantes, obligeant les milliers de salariés à de longs déplacements. La concession qu'a obtenu la filiale de Vinci pour la gestion de l'aéroport est de 55 ans, une véritable rente ! Les enjeux sont tels que Valls a déclaré cet été que les travaux doivent reprendre, sans attendre les derniers recours juridiques.

On retrouve le même acharnement dans la construction du barrage de Sivens dans le Tarn, avec la même opacité : la concession d'aménagement a été confiée à la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, société semi-privée au conseil d'administration de laquelle siègent... les dirigeants du Conseil général du Tarn, et des patrons locaux.

Et la liste est longue : le Center Parcs du Roybon, dans l'Isère, consiste en la construction d'une "bulle" tropicale en pleine petite montagne, détruisant des dizaines d'hectares de forêt, consommant une énergie phénoménale pour maintenir une température élevée de l'air

et de l'eau. La ligne train à grande vitesse Lyon-Turin, (la TAV), consiste elle à creuser un tunnel de 57 kilomètres de part en part des Alpes, pour un coût minimum de 8,8 milliards d'euros ! En Normandie, la construction d'une bretelle d'autoroute (avec péage s'il vous plaît) entre l'A13 et l'A28 coûtera 1,05 milliard d'euros... A chaque fois, la part publique de l'investissement pour ces réalisations qui seront ensuite données au privé représente entre 1/4 et presque la moitié du coût. Et ça, ce sont les chiffres publiés : combien en commissions et autres pots de vin ?

Près de Rouen, des militants avaient occupé la "ferme des Bouillons" vouée à la destruction au bénéfice du groupe Auchan qui voulait y faire une zone commerciale. La lutte a permis de sauver le site en obligeant son classement en zone naturelle protégée et en remettant en route une ferme maraîchère bio. Auchan a du coup revendu la ferme à une société qui prétend faire de l'agriculture bio mais s'avère être dirigée par des gens très proches du groupe Auchan, et ce, avec la bénédiction de la FNSEA locale, pourtant si prompt à manifester contre les "grandes enseignes de supermarchés". Le dirigeant du PS local, Nicolas Rouly, ne trouve rien à redire à ce vol légalisé, précisant même qu'il respecte "le choix du propriétaire actuel", autrement dit Auchan...

Il y a un an, la répression contre les opposants au projet de barrage de Sivens, dans le Tarn, a causé la mort du jeune écologiste Rémi Fraisse, tué par une grenade lancée par un garde mobile, démontrant l'acharnement avec lequel l'État soutenait ce genre de projets. La mort de Rémi a même vu le président "socialiste" du Conseil général du Tarn (et également sénateur...), Carcenac, déclarer : "mourir pour des idées, (...) c'est stupide". De la part du président du département qui a vu naître Jaurès, assassiné lui aussi pour ses idées, cela montre le chemin parcouru par cette pseudo-gauche.

Ne pas rester enfermés dans les "ZAD"

Ces projets révèlent la collusion entre les élus, PS ou droite confondus, les multinationales ou les groupes de pression. L'occupation du site de NDdL tout comme celui de Sivens étaient indispensables pour faire la lumière sur cette vaste magouille, et l'instauration de Zones à défendre, ZADs, un pas en avant. Mais c'est lorsque les mobilisations sont sorties des ZADs, qu'elles se sont adressées à la population, aux travailleurs, aux syndicats et organisations luttant contre la politique du gouvernement et ont cherché à organiser des manifestations de masse que les projets ont pu être freinés.

Car la lutte contre les GPI n'est pas qu'une lutte locale ou ponctuelle, elle doit faire partie de la lutte contre la politique de Valls-Hollande (ou Sarko avant) toujours en faveur des riches et des capitalistes et dont elle n'est qu'une partie. D'ailleurs, on peut toujours s'étonner de ce que les élus Verts, qui se prononcent contre ces GPI, trouvent néanmoins absolument logique de continuer à s'allier avec le PS lors des différentes élections, certes parfois au second tour seulement, mais sans que cela change la marche des choses.

Plus souvent, les luttes contre les GPI devraient s'impliquer dans les journées de grève et de mobilisation contre les attaques du gouvernement. C'est indispensable pour constituer un mouvement massif, comme celui qui avait permis de stopper les plans du gouvernement d'autoriser l'extraction des gaz de schiste.

Qui veut la peau des 35 heures ?

C'est "officiel" ! Les "Français" seraient pour la fin des 35 heures ! Tonitruants, les Échos nous disent que "sans équivoque", 71% des gens seraient pour revenir sur la "durée légale" du temps de travail, le Figaro nous annonce un prophétique "Les Français prêts à renoncer aux 35 heures"... C'est au gré du vent de ce que le Medef veut comme réformes que les sondages pleuvent pour abonder en leur sens. Demain on verra ! On sera au moins 85% à absolument vouloir être payés moins. Le truc sur les 35 heures c'était tous les ans, maintenant c'est une fois tous les deux mois ?

La question du sondage en question, toute tarabiscotée pour donner exactement le résultat qu'ils veulent, c'était : "faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail, par accord avec leurs salariés ?". Qui a parlé de supprimer la durée légale ou même des 35 heures ? D'une part, de nombreux travailleurs savent même plus ce que ça veut dire les 35 heures. Coiffure, restauration, commerce... On est à 43 heures, ou à 25, ou même à 60 : ils contournent la loi déjà bien assez ! Mais les 35 heures permettent au moins que les heures supp' soient majorées, et si on avait mis ça dans le sondage il aurait eu une autre tête ! Mais par contre, imaginez quelle serait la proportion de gens qui diraient OUI à la question : "faut-il baisser le temps de travail hebdomadaire sans que vous perdiez de salaire et avec des embauches pour compenser et réduire ainsi le chômage" ?

Prix agricoles, le double jeu des dirigeants FNSEA ne va sauver que les riches

Par Alex

Les manifestations de colère ont émaillé l'été. Éleveurs bovins et porcins, producteurs de lait protestent contre le trop faible prix auquel sont achetés leurs produits bruts. Bien que producteurs, les agriculteurs ne fixent pas le prix de vente de leur marchandise et sont même en position de faiblesse face aux gros acheteurs : les groupes industriels qui transforment les produits bruts et les grandes chaînes commerciales.

La FNSEA a pris la tête des mobilisations. Son dirigeant, Xavier Beulin a déclaré à l'issue de toute cette agitation qu'il pensait que Valls "avait pris la mesure du dossier", lequel Valls a refait son show : il a annoncé un plan d'aides (en fait pas grand chose, surtout des facilités fiscales et des prêts bancaires) en disant que c'était "un message d'amour"...

Dans la réalité, rien n'a changé, vraiment rien. Et pour cause : les petits et moyens agriculteurs qui souffrent le plus de la situation n'ont aucun intérêt en commun avec le président de la FNSEA qui lui est à la tête d'un groupe agricole et agro-alimentaire de plus de 7 milliards d'euros de chiffres d'affaires. Sa préoccupation n'est pas de maintenir les prix, elle est de trouver un soutien financier de l'État pour pouvoir continuer à baisser les prix pour être "compétitifs" comme ils disent.

Une crise qui vient des politiques de ces 20 dernières années

Les abattoirs ont été privatisés devenant des entreprises où il faut dégager beaucoup de profit au mépris des conditions de travail et d'hygiène.

L'écoulement des marchandises est quasi entièrement concentré dans les mains des grands groupes de distribution (Auchan, Carrefour, Leclerc) ce qui leur permet de fixer des prix générateurs de milliards de profits.

La question de l'agriculture est un sujet en soit, qui demande avant tout un coup d'arrêt à la logique de reindustrialisation industrielle qui consomme tant d'énergie, appauvrit les sols et provoque nombre d'autres problèmes qui deviennent quasi ingérables.

La question des prix pourrait déjà être en partie réglée pour donner aux petits et moyens agriculteurs un revenu décent.

Les abattoirs devraient redevenir publics, ceux qui ont été fermés devraient être rouverts. Des comités d'évaluation des prix, associant institutions publiques (communes, départements), syndicats d'agriculteurs, syndicats de travailleurs et associations de consommateurs fixeraient un prix ou une fourchette de prix obligatoire pour tenir compte du coût réel des produits.

Des centrales d'achat publiques (faute de

terme mieux adapté), par la nationalisation des grands groupes de distribution notamment, sous le contrôle des travailleurs de ce secteur, en lien avec la population, permettraient de réduire largement les coûts, et également de mieux organiser la distribution des produits alimentaires à l'opposé du gâchis actuel.

Ce seraient les premières bases d'un vrai programme de lutte contre d'un côté le trop faible prix d'achat des produits agricoles bruts et de l'autre le prix démesuré qu'on peut se retrouver à payer en supermarché.



S'organiser et lutter avec la Gauche révolutionnaire !

La nécessité du combat pour un monde débarrassé de l'exploitation, des guerres et de la misère saute aux yeux ! Mais en même temps le sentiment d'impuissance est grand. La confiance dans les partis politiques des classes dirigeantes est au plus faible mais on ne sait pas comment ni par quoi les remplacer.

Beaucoup cet été ont eu les yeux rivés sur ce qui se passait en Grèce. Là, pour une fois, un gouvernement semblait s'opposer à la politique des capitalistes et des gouvernements européens à leur service. Cependant la capitulation de Tsipras face aux créanciers de la dette grecque qui affame depuis 7 ans la population pourrait laisser l'impression qu'on ne peut rien faire face aux capitalistes. C'est un peu cette même idée qui plane en France quand un gouvernement, celui d'Hollande, élu contre Sarkozy et sa politique pro capitaliste, mène la même politique économique et sociale que Sarkozy ? Il n'y aurait donc pas d'autre solution que d'accepter ?

La gauche du PS en France ne permet pas vrai-

ment de lutter. Et ce n'est pas juste parce qu'elle est divisée, c'est surtout parce qu'elle n'a pas de vrai programme à opposer aux capitalistes tout comme Tsipras n'avait pas de plan B face à l'Union européenne et au FMI parce qu'il refuse de rompre avec eux. Les travailleurs, les jeunes, ne doivent rien aux classes dirigeantes et aux gouvernements. La dette et la crise du système, nous devons leur faire payer car c'est sur notre dos qu'ils s'enrichissent.

Il faut lutter pour reprendre notre dû, augmenter les salaires immédiatement de 150€ minimum, imposer l'arrêt des licenciements et nationaliser les entreprises qui font des profits et licencient ! L'ensemble des ressources d'un pays doit servir aux besoins des populations et que ceux qui travaillent et produisent décident démocratiquement de ce qui est nécessaire et utile avec la population. Seul un programme socialiste et internationaliste peut mettre un coup d'arrêt à ces politiques au service des capitalistes. Aujourd'hui une nouvelle force politique vraiment à gauche engagerait la bataille sur ces terrains et refuserait les magouilles

politiciennes pour avoir des élus avec le PS. C'est aussi le seul moyen sérieux de combattre la montée électorale de Marine Le Pen. C'est ce pour quoi nous nous battons.

Se battre avec nous pour une alternative socialiste révolutionnaire !

La colère et le dégoût s'expriment régulièrement dans la rue par des grèves mais aussi par une abstention forte et un intérêt moindre dans les élections. Mais le fait de s'organiser pour discuter, agir et lutter est très minoritaire. Nous sommes une classe, par-delà nos origines, et nos intérêts s'opposent à ceux des grands patrons et des gouvernements qui les servent. Peu de travailleurs, de jeunes et de chômeurs sont suffisamment conscients de la puissance collective que nous sommes et de la possibilité que nous avons de stopper la dégradation de nos conditions de vie et de travail.

Nous sommes convaincus que cette situation va changer et il faut tout faire pour accélérer cette

prise de conscience. Pour cela il faut s'organiser dès maintenant pour construire les luttes, pour analyser collectivement la situation réelle, tant économique, sociale que politique, avec la méthode marxiste pour comprendre les causes de la crise du capitalisme et anticiper sur les événements à venir, et défendre des revendications qui unissent les travailleurs, les jeunes contre la politique de Valls-Hollande mais aussi contre le capitalisme.

La Gauche révolutionnaire fonde son activité dans cette situation complexe et sur un programme clairement anticapitaliste, un programme socialiste révolutionnaire. Notre journal, nos affiches et tracts sont produits pour entrer en discussion avec un maximum de travailleurs, de jeunes, hommes ou femmes, quelle que soient leurs origines. Nous ne sommes pas là pour commenter les événements. Nous y intervenons et cherchons à convaincre davantage de personnes de résister, de s'organiser et d'agir avec nous. Si tu veux discuter avec nous, diffuser notre matériel, et même nous rejoindre, contacte-nous !

Notre avis

Assez du flicage vestimentaire !

Par Leïla

Jupe trop longue, jupe trop courte, tenue inappropriée, tenue assimilée à un signe ostentatoire religieux... Pour eux la jupe n'est jamais à la bonne longueur !

Une jupe top longue portée par une jeune fille supposée musulmane par sa prétendue origine devient un signe ostentatoire religieux alors même qu'une autre jeune fille blonde avec une jupe longue aussi ne sera pas ciblée. Cela en deviendrait presque risible si des collégiennes et des lycéennes n'étaient menacées d'exclusion de leur établissement pour cette raison ! C'est tout simplement scandaleux. Et la discrimination raciste et sexiste est bien là. Ce sont le plus souvent des jeunes filles qui sont ciblées et à qui on met la pression. Quelle hypocrisie pour des gens qui se réclament de lutter contre le sexisme !

Depuis quelques temps sous prétexte de laïcité et de bonne tenue certains chefs d'établissement soutenus par le ministre de l'Éducation sont devenus des guides suprêmes de l'ordre vestimentaire. La laïcité normalement c'est la liberté de conscience, la tolérance et le refus de l'imposition de toute obligation religieuse ou privée dans le cadre scolaire. Mais ce que font les gouvernements, celui de Sarkozy ou celui d'Hollande, avec le contrôle de certaines tenues à l'école, c'est d'utiliser l'idée de laïcité pour stigmatiser les jeunes filles musul-

manes en particulier. A aucun moment, leur prétendue laïcité ne s'en prend aux marques sur les vêtements telle Nike, telle Qatar Airways qui nous transforment en panneau publicitaire de fait.

On doit pouvoir porter ce que l'on veut !

Et plus largement, par des règlements intérieurs de plus en plus codifiés et stricts, dans les bahuts, on interdit certains vêtements et le contrôle des tenues est de plus en plus présent. De plus en plus de règlements intérieurs de collège interdisent la jupe courte ou des shorts courts sans collant... les bermudas aux garçons... Les remarques aux petites filles sont régulières sur le fait que leur tenue serait inappropriée. Pourtant leurs cours d'éducation civique nous disent qu'il ne faut pas juger selon l'apparence. Et c'est exactement le contraire qu'ils font !

En réalité, c'est régulièrement dans les établissements scolaires même en école primaire que l'administration se permet de contrôler ce que l'on porte mais tout spécialement dans les collèges et les lycées. En 1968, les jeunes s'étaient mobilisés contre l'uniforme et pour la mixité des lycées et l'interdiction de porter des pantalons pour les filles... Aujourd'hui, c'est la même logique, contraindre les femmes d'une manière ou d'une autre ! Ne les laissons pas décider de notre tenue ! Il faut se battre tous et toutes pour avoir le droit de porter les tenues que l'on veut !

Une brochure de la GR pour faire le point sur les enjeux du climat... et du reste aussi.

La perspective de la tenue du GIEC à Paris en novembre-décembre et la diversité des questions d'actualité sur le thème de l'environnement nous ont convaincu d'approfondir notre programme sur cette question à travers une brochure qui permette de la diffuser.

Du réchauffement climatique à la pollution aux particules fines, en passant par les occupations de zones à défendre contre les grands projets capitalistes, notre actualité foisonne d'exemples de sujets qui nous affectent et nous concernent tous. La gestion de l'environnement devient un véritable enjeu de civilisation à l'échelle mondiale avec toutes sortes de déclinaisons locales.

Notre approche marxiste démontre que c'est l'anarchie de l'économie capitaliste et la soif de

profits toujours plus importante d'une minorité de privilégiés qui est à la base de cette dérive. On ne pourra jamais mener des politiques écologiques pour préserver un environnement sain pour tous tant que l'on reste sous ce système où les ressources et les richesses sont privatisées. Alors si vous avez envie de savoir notre position sur la question du nucléaire, sur le modèle énergétique en général, sur les OGM et la production agricole, sur le réchauffement climatique et ses conséquences...

vous n'avez plus qu'à nous écrire pour commander une brochure ou nous retrouver lors des manifestations du 29 novembre ou du 12 décembre.

Pour plus d'infos sur ces manifestations, contactez nous !

École d'été du Comité pour une Internationale Ouvrière

Par Cécile

Comme chaque été a eu lieu l'école de notre Internationale, le CIO. Une semaine de discussions réunissant plus de 300 camarades venus surtout d'Europe, mais aussi d'Amérique Latine : Chili, Brésil..., des USA, d'Australie, d'Afrique du Sud, de Hong Kong, de Turquie... pour échanger, tirer des leçons et s'armer programmatiquement pour la période à venir.

La crise continue avec ses conséquences catastrophiques

L'économie mondiale est toujours dans le marasme. Comme nous l'analysons et le discutons depuis que la crise a éclaté, les capitalistes n'ont aucune solution à apporter pour remettre leur système pourri sur pieds, et toutes les mesures qu'ils prennent ne font qu'aggraver la situation. Le FMI a revu une nouvelle fois ses prévisions pour la croissance mondiale à la baisse à la lumière de la crise chinoise, de la volatilité des prix du pétrole...

Cela va signifier encore une fois des fermetures d'entreprises, des millions de familles jetées dans la pauvreté, et de plus en plus de tensions entre les pays qui se disputent les parts du marché mondial quitte à en recourir au sacage de régions entières du globe et à la guerre. Les inégalités de richesse n'ont jamais été telles, les super riches qui amassent des dizaines de milliards sur le dos du reste de la société prouvent une nouvelle fois l'injustice grotesque de ce système alors qu'on compte 60 millions de déplacés à cause de guerres ou de persécutions.



Abonnez-vous à L'Égalité

ABONNEZ-VOUS

Je souhaite m'abonner au journal L'Égalité
France 6 mois = 6 € ; 1an = 15 € ; International 1 an = 30€
Chèque à l'ordre de "Voyages Jeunesse Education"
ou en ligne sur notre site

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

Coupon à retourner à :

Les amis de L'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc
centre 166, 76000 Rouen

grcontact@hotmail.com

06.14.07.45.19 / 09.54.79.19.17
facebook.com/gaucherevolutionnairecio

Turquie : la politique meurtrière du président Erdogan

Par Alex

Le président de Turquie, Erdogan, est en train de déclencher une nouvelle guerre dans une région qui n'en avait pas besoin. Sous couvert de « guerre au terrorisme », l'armée turque frappe principalement les zones kurdes, en particulier les militants du PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan) et de sa branche armée. Erdogan a déclenché cette offensive fin juillet, malgré la trêve qui existait depuis 2013. Le nombre de soldats et de policiers tués va rapidement dépasser la centaine et plus d'un millier de civils et militants ont été tués. Erdogan, qui a essuyé un récent recul aux élections de juin dernier, s'est engagé dans une véritable fuite en avant pour tenter de forcer à un vote massif pour ses listes aux élections anticipées du 1er novembre.

Mais, même s'il remportait un succès, ce qui est loin d'être probable, il s'est plus que jamais discrédité aux yeux de couches de plus en plus larges de la population de Turquie. Si la guerre en cours a eu comme premier effet de freiner la radicalisation à gauche qui se produisait dans une partie de la jeunesse, des travailleurs et des couches populaires de la population turque, quelle que soit sa culture et sa langue, le retour de bâton n'en sera que plus fort tant la rage contre les classes privilégiées qui s'enrichissent grâce à la politique pro-capitaliste d'Erdogan est grande.

Victoire de Kobané, défaite pour Erdogan

Depuis l'insurrection en Syrie voisine et l'apparition du phénomène « Daesh » (le prétendu « Etat islamique » qui n'est ni l'un, ni l'autre), Erdogan a prétendu ne pas intervenir tout en soutenant de fait Daesh. La résistance héroïque de Kobané, au Nord de la Syrie et à la frontière turque était une grosse épine dans le pied de cette tactique. Et lorsque les résistants et les résistantes de Kobané, organisés au sein des Unités de défense populaire/unités de défense féminine (YPG/YPJ, liées au PKK) ont vaincu Daesh en janvier 2015, le problème s'est amplifié. D'autant plus que si les YPG/YPJ ont réussi là où toutes les armées de la région ont échoué (que ce soit les forces gouvernementales de Syrie, d'Irak ou du « Kurdistan » irakien, avec ou sans l'aide des impérialistes) c'est parce qu'en défendant Kobané, les résistants et les résistantes défendaient également une ville en pleine révolution.

Bien que le programme reste assez limité, la « charte du Rojava », la constitution révolutionnaire de Kobané, revendique de construire une société démocratique et égalitaire : pas de discriminations contre les minorités qu'elles soient arabes, kurdes, arméniennes, ou autre, égalité homme-femme, services publics développés pour la satisfaction

des besoins... L'opposé complet de ce que font les gouvernements de la région ou de ce que prônent les barbares de Daesh dont la politique se résume au pillage, aux trafics utilisant la religion comme couverture idéologique. Kobané apparaissait comme une victoire sur Daesh mais aussi contre Erdogan.

Des luttes se sont multipliées au travers de toute la Turquie, et beaucoup qui aspirent à une société débarrassée de la misère et de l'oppression trouvaient en Kobané et dans les nombreuses victoires des YPG/YPJ contre Daesh, un encouragement. Le HDP, parti démocratique des peuples, a commencé à être le véhicule de ces espoirs et de ces luttes. Revendiquant les mêmes droits pour tous, remettant en cause, certes trop timidement encore, le capitalisme, le HDP est apparu comme le grand gagnant des élections de juin dernier où il a remporté 13 % des suffrages et 80 députés. Daesh n'avait plus que des attentats barbares et aveugles comme réponse, telle l'attaque du 25 juin dernier où un commando a massacré plus de 200 civils dans les rues de Kobané.

Provoquer la guerre pour contrer le HDP

L'armée turque a alors reçu l'ordre de se préparer à se déployer... dans une bande au Nord de la Syrie à côté de Kobané, et ce, au lendemain d'une nouvelle victoire des YPG/YPJ qui ont libéré la ville de Tal Abyad des griffes de Daesh. Erdogan veut instaurer une zone contrôlée par l'armée turque qui pourrait alors faire pression sur Kobané.

Parralèlement, l'offensive contre les kurdes et le PKK a été déclenchée sous prétexte de combattre tous les « terroristes ». A ce jour aucun combat réel contre Daesh n'a eu lieu tandis qu'on compte plusieurs centaines de morts parmi les militants kurdes et la population civile. De fait, Erdogan aide Daesh en frappant les kurdes. 13 provinces, de l'extrême Sud-Est de la Turquie (de Cizre à Hakkâri et autres) sont régulièrement bombardées. Il sera impossible dans ces conditions que les élections aient lieu. Or, ces régions ont voté HDP à presque 80% voire plus en juin dernier.

Punition collective

Erdogan ne fait plus mystère de ses méthodes et intentions. Lors d'une allocution le 6 septembre, il a notamment déclaré « la recrudescence des violences entre le PKK et les forces de sécurité aurait pu être évitée si l'AKP l'avait largement emporté en juin. Si un parti avait obtenu 400 sièges aux élections (sur 550) et atteint le nombre requis au parlement pour changer la Constitution, la situation serait différente ». Ce changement de constitution prévoyait ni plus ni moins, un renforcement de ses pouvoirs. Sa politique se résume donc désormais à envoyer de jeunes soldats se faire tuer

pour punir la population de Turquie de ne pas avoir voté pour lui et d'essayer de polariser la société turque sur la question du PKK et des kurdes. A force de tendre ainsi la situation, la politique d'Erdogan va certainement encourager les groupes racistes et ultranationalistes turcs à commettre de plus en plus de violence comme ils ont commencé à le faire en attaquant des locaux du HDP et avec l'intention de plonger la population dans une « guerre de rue raciste ».

Le besoin d'un mouvement d'opposition de masse

La colère est forte dans la société. Des familles de soldats turcs morts dans ces opérations expriment leur colère car ce sont les enfants du peuple qui meurent et pas ceux des riches et des notables de l'AKP (le parti d'Erdogan) qui sont bien au chaud loin des opérations. A tel point que des ministres ont été chassés de certaines cérémonies funéraires.

Erdogan perdra son pari, que ce soit aux élections du 1er novembre ou un peu plus tard. Il est de plus en plus rejeté par la population et sa politique au seul profit des riches et des multinationales aussi.

La guerre va aggraver une situation économique déjà tendue par un fort endettement, une production quasi uniquement destinée à l'exportation et une corruption généralisée dans les sphères du pouvoir jusqu'à la famille d'Erdogan. De nouvelles révélations auraient aujourd'hui un effet encore plus dévastateur pour un pouvoir qui perd chaque jour sa base de soutien.

Le rôle du HDP et des autres organisations de gauche de Turquie est de proposer et de construire un mouvement de masse des travailleurs, de la jeunesse et des couches populaires de la société, qui allie rejet de la guerre barbare initiée par Erdogan et revendications sociales et démocratiques pour tous les travailleurs et travailleuses et le peuple. Car même si les mesures d'autodéfense des branches armées du PKK et des autres organisations sont légitimes face aux attaques barbares des forces spéciales turques, la tactique de guérilla pour combattre la politique d'Erdogan serait erronée aujourd'hui tant c'est un mouvement de masse qui est possible et nécessaire contre le régime semi-dictatorial de l'AKP.



Aux funérailles de son frère, jeune capitaine tué lors d'affrontements au Kurdistan, l'officier Mehmet Alkan laisse éclater sa colère. En réponse au ministre de l'énergie qui avait dit le 19 août : « mon but est de mourir en martyr », Alkan a notamment dit : « Ne me dites pas que vous aimeriez tomber en martyr alors que vous êtes protégés par 30 gardes du corps et que vous vous déplacez dans un véhicule blindé ». Les journaux turcs ont largement couvert cet évènement qui n'est pas isolé et montre la colère grandissante contre l'AKP et les privilèges de ses dirigeants.

Relations diplomatiques rétablies avec les USA... Où va Cuba ?

Par Marie-José Douet

Depuis décembre 2014 et la poignée de mains entre Raul Castro et Obama, le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays a été un peu plus formalisé avec les drapeaux hissés sur les ambassades à

Washington et à La Havane. C'est un changement dans la politique des USA vis-à-vis de Cuba, mais aussi de celle du régime cubain vers une restauration du capitalisme, processus qui s'est développé depuis plusieurs années.

Après la victoire de la Révolution cubaine en 1959, les USA ont imposé un embargo strict en 1961 pour renverser le régime et restaurer le capitalisme. Ils n'y sont pas parvenus. L'économie planifiée reste encore largement intacte bien que fragilisée par les mesures d'une bureaucratie qui a usurpé le pouvoir aux travailleurs.

Cuba est confronté à une crise économique, la plus grave depuis celle de la chute de l'URSS. Pourtant le régime a survécu, dans la difficulté certes, mais a montré la force de la révolution de 1959. Le retour au capitalisme serait un revers pour tous les travailleurs. Pour défendre ses intérêts

et en réponse à la dégradation des conditions de vie qui fait monter la colère, une partie de la bureaucratie cubaine souhaite abandonner l'économie planifiée et se tourner vers l'économie « de marché ».

L'argument du blocus ne suffit pas

En 2011 le gouvernement cubain a annoncé des mesures de « modernisation » économique : proposition de détruire 500.000 emplois dans les secteurs de l'Etat, création de licences de travailleurs indépendants. Le secteur privé a augmenté, employant 20% des travailleurs au lieu de 6% en 1988. La chute du prix du nickel, principale ressource de Cuba, aggrave la crise.

Le gouvernement Obama maintient le blocus mais a très rapidement retiré l'île de la liste des pays terroristes, ce qui lui permet... d'emprunter au FMI. Il faut dire que le gouvernement est à la recherche de 2,5 milliards d'investissements étrangers. Alors les capitalistes et leurs gouvernements se bousculent sur l'île. Hollande est venu en mai dernier avec 25 gros patrons dirigeants de groupes et a gagné quelques contrats notamment dans la Santé, d'autres suivront. 85.000 chambres d'hôtel vont être construites en prévision notamment des touristes américains autorisés à se rendre sur l'île. Les affaires reprennent pour les capitalistes...

La bureaucratie toujours aux affaires

Il est possible que bien que prenant de nouvelles mesures capitalistes, l'Etat conserve un rôle

central ou puissant dans l'économie. Ce serait alors un régime hybride, où des progrès significatifs vers la restauration capitaliste sont faits, mais où l'Etat et le régime bureaucratique se maintiennent.

Mais il y a un écart très grand entre l'ancienne génération qui se reconnaît dans la révolution et les 73% de la population nés après. La jeunesse notamment, face à la répression bureaucratique, aux restrictions de voyage, à la pénurie notamment de logements... a un engagement moindre envers la révolution et peut être tentée par le capitalisme surtout en l'absence d'une alternative socialiste démocratique.

Voici des exemples de mesures démocratiques à prendre vite :

- levée des restrictions de voyage
- droit de se réunir en groupes pour tous les travailleurs et les jeunes
- ouverture de la presse et des médias au contrôle des travailleurs et des jeunes
- accès internet libre et gratuit

La solution à l'impasse actuelle n'est pas d'aller vers la restauration du capitalisme mais bien de défendre l'économie planifiée et d'imposer une gestion démocratique à l'échelle locale et nationale par les travailleurs et les jeunes.



Délégation d'entreprise au défilé du 1er Mai 2015 dans la ville de Holguin, Cuba. L'attachement aux acquis de la révolution reste encore fort mais les avantages que s'octroie la bureaucratie sur le dos de la population empêche la construction d'une société véritable socialiste et démocratique



L'Égalité

Changeons le système, pas le climat !

Par Sofia Farhat

Crise de l'environnement, avancée du capitalisme. Qui dit capitalisme aujourd'hui dit penser à tous les aspects à l'échelle de la planète. Le capitalisme, ce n'est pas seulement l'exploitation des ressources naturelles comme l'eau ou le pétrole, ce sont aussi les guerres qui en découlent, des guerres causées par et pour l'alimentation des marchés. Mais c'est aussi - et surtout - le marchandisation, l'exploitation des travailleurs, la production à bas coût pour un profit plus élevé profitant aux capitalistes. Bref, une double exploitation des travailleurs et de l'environnement, qui ne profite encore une fois qu'à une très riche minorité.

Le capitalisme cherche sans cesse à s'étendre et pour cela n'hésite pas à inventer de nouveaux outils et à dégrader la situation des travailleurs. Et le domaine de l'environnement est concerné avec le «capitalisme vert», c'est à dire par exemple par l'explosion des produits «bio». Ce marché capitaliste en pleine expansion cherche à intégrer de nouveaux produits labellisés «bio» pour accroître ses profits et en faire une mode (ce marché a une croissance de 10% en moyenne par an). Ces produits dits «verts» ne sont peut être que les mêmes produits non labellisés, ou même pourquoi pas, des produits contenant des OGM. Nous n'avons aucun moyen de le vérifier et bien sûr aucun contrôle démocratique sur la qualité de ces produits. Par contre ils coûtent plus cher et rapportent beaucoup de profits. Au passage sont exclus de ce monde bio les plus pauvres qui ne peuvent pas se les payer ! Il faut donc payer plus cher pour le même produit sous prétexte qu'il a été produit en respectant soi disant la nature et le travailleur. Or ce n'est pas vrai : évidemment le sort des tra-

vailleurs s'empire avec la réduction des salaires, la recherche d'une main d'oeuvre peu chère et des licenciements.

Toute cette réalité est cachée sous une très large propagande de la part des entreprises, des Etats et du marché en général qui met en avant leur volonté d'améliorer la situation et de développer le rôle de chacun, la responsabilité individuelle dans la crise environnementale. Cette responsabilité individuelle est bidon.

Il ne s'agit pas de lutter chacun de son côté en adoptant des techniques comme le recyclage ou l'utilisation du vélo. Bien sûr, tout irait beaucoup mieux si tout le monde agissait de la même manière. Mais ce n'est pas possible car ce système maintient une majorité des hommes sur la terre dans la misère et la précarité. Ainsi ceux qui en ont les moyens font partie d'une faible partie de la population. Ce n'est pas en mangeant bio ou en recyclant qu'on sauvera réellement la planète. Les entreprises et le marché capitaliste exploitent les ressources et les travailleurs du monde entier, tout en détruisant la nature et en dégradant le climat et la biosphère, aggravant ainsi les inégalités sociales.

S'ils ne veulent rien changer...

Occupons nous-en !

La preuve que ce n'est pas dans l'intérêt des Etats et des marchés de s'intéresser vraiment à la protection de l'environnement, et qu'ils se cachent sous une fausse propagande, c'est la multiplicité des sommets et des conférences sur l'environnement qui n'ont abouti à rien. Leurs promesses de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les inégalités n'ont évidemment pas été tenues et celles-ci sont toujours en pleine hausse. En France

pendant que Royal prétend lutter pour le climat, Macron et Valls développent les lignes de car pas chers à la place du train. Bonjour les écolos !

Une Conférence mondiale sur le climat (COP 21) des gouvernements et spécialistes est prévue à Paris fin novembre début décembre. Elle ne s'annonce pas différente des autres. Par contre de grandes mobilisations y sont prévues. Et c'est le moment pour que des jeunes et des travailleurs commencent à prendre conscience du rôle du capitalisme dans la dégradation du climat et s'engagent dans la lutte ! Il ne faut pas croire qu'on peut seul, chacun de son côté comme on veut nous le faire croire, contrôler l'avenir de l'environnement. L'unique moyen de le faire est de se mobiliser

contre tous les instruments du marché, contre l'exploitation, bref, contre le capitalisme.

Pour en finir avec cette propagande, il est nécessaire d'unir les luttes pour l'environnement à celles contre le capitalisme, en organisant un mouvement organisé. Le capitalisme veut se donner l'illusion qu'il contrôle et veut améliorer la situation mais en réalité celle-ci lui échappe, elle réside dans notre lutte organisée pour le socialisme et un avenir meilleur.

Des mobilisations auront lieu ces mois prochains et une grande manifestation se déroulera à Paris le 12 décembre. Rejoins-nous pour mobiliser et lutter !



Avec la question des «migrants», la barbarie du capitalisme sort au grand jour

Une politique sécuritaire chère et inefficace

Depuis le début des années 2000, les 28 membres de l'UE ont dépensé 13 milliards d'euros pour interdire l'accès aux portes de l'Europe. L'augmentation des surveillances, la construction de murs... tous ces dispositifs ne sont d'aucune efficacité. Rien n'arrête les populations qui fuient la misère et les violences de la guerre ; pas une mer dangereuse et encore moins les barbelés ou la répression. Au début, l'attitude des capitalistes face aux naufragés était : «laissez les couler, ça dissuadera les prochains». Mais on voit bien aujourd'hui, alors que le cap des 2000 décès en méditerranée a été atteint début août, que cela est totalement faux ! Sur les six premiers mois de l'année 2015, on comptait déjà plus de 400 000 personnes arrivées pour demander l'asile en Europe. Ce chiffre est bien un record par rapport aux années précédentes mais il n'est pas si massif si on le compare aux 60 millions de déplacés forcés à l'échelle mondiale. Au Liban par exemple, depuis 2011, le nombre de réfugiés syriens a dépassé le million, soit l'équivalent d'un quart de la population du pays.

Peut-être un fond d'appréhension pour certains...

Aujourd'hui, si les médias nous matraquent avec la notion de «crise des migrants» ou «d'Europe submergée», c'est pour nous inquiéter et justifier la politique sécuritaire qui est menée. Au lieu d'accueillir ces populations dans de bonnes conditions et de leur offrir la protection, les gouvernements européens jouent la carte des budgets serrés. En août, l'UE annonçait la mise en place d'un «plan d'urgence» de 2.4 milliards d'euros sur 6 ans. Quand on sait que rien qu'en 2014, les 10 familles les plus riches de France ont vu leur patrimoine augmenté de 57 milliards d'euros, y a de quoi rager ! Les moyens sont juste là, sauf qu'ils ne sont pas dans les bonnes mains pour être partagés.

Dans un contexte de chômage croissant et de recul sociaux, on doit comprendre l'appréhension qui peut naître face à une arrivée importante de réfugiés prêts à tout accepter pour travailler et survivre. Historiquement, le capitalisme a déjà utilisé l'immigration comme moyen de pression sur les salaires et ne s'en privera pas une fois de plus pour justifier encore plus d'attaques. La peur de

l'impact de l'accueil de migrants sur nos conditions de vie ne doit pas être assimilée automatiquement à du racisme. Mais à cette appréhension, on doit rappeler que ce ne sont pas les étrangers qui dégradent notre quotidien, mais bien les politiciens qui jouent des divisions pour le compte des plus riches.

...mais une grande sympathie pour ces personnes en quête d'avenir

L'annonce de dizaines de morts est devenue quasi quotidienne et face aux personnes démunies et affamées, aux enfants morts noyés, aux familles déchirées... l'indignation, la stupeur et la colère sont de moindres mots. Les réactions commencent à se traduire en mobilisations comme à Calais le 20 juin, où un demi-millier de personnes ont défilé aux côtés des réfugiés, dénonçant la politique menée par l'UE et celle du gouvernement et comme lors des manifestations les 5 et 6 septembre. Et le mouvement va continuer !

Dénonçons le capitalisme qui est à l'origine de toute cette horreur !

La crise du capitalisme a un effet dévastateur sur des millions de vies humaines et ce système n'offre plus d'avenir à de plus en plus de gens. Que les personnes fuient la guerre ou la misère, il n'y a aucune distinction à faire, elles sont victimes des travers de ce système injuste et barbare. Les frontières ne sont pas là pour nous protéger et elles n'auraient pas lieu d'être si on n'était pas sous le capitalisme. Les vagues de migrations forcées résultent de la contradiction de ce système qui est basé sur des états nations alors que sa production est mondialisée. Les politiques impérialistes pillent les pays en voie de développement et n'hésitent pas à mener des guerres pour des enjeux économiques. Ce sont les mêmes capitalistes qui licencient chez nous pour délocaliser et augmenter leur profit ou qui font pression sur le gouvernement pour dégrader nos conditions de travail afin de le rendre plus rentable. Tous ensemble, dénonçons et cherchons une sortie à ce système qui affame et pousse dans la misère des populations entières. Nous devons poursuivre et amplifier les mobilisations pour défendre les droits des migrants, comme les droits de nous tous, à vivre dans la sécurité.

Rachel Mahé